

Say, Jean-Baptiste, *Traité d'économie politique* [préface de Georges Tapinos], (Coll. Perspectives de l'économie, les fondateurs) Calmann-Lévy, Paris, 1972.

André Vachet

Volume 6, numéro 3, 1975

Les partis communistes d'Europe occidentale

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700596ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700596ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Vachet, A. (1975). Compte rendu de [Say, Jean-Baptiste, *Traité d'économie politique* [préface de Georges Tapinos], (Coll. Perspectives de l'économie, les fondateurs) Calmann-Lévy, Paris, 1972.] *Études internationales*, 6(3), 414–415.
<https://doi.org/10.7202/700596ar>

L'ouvrage de Milan Sahovic a le mérite de présenter une analyse complète et dynamique de la première étape significative de cette transformation révolutionnaire et progressive de l'ordre juridique international.

Jean TUSCOZ

*Centre d'études et de recherches
sur le Droit international,
Université de Nice*

SAY, Jean-Baptiste, *Traité d'économie politique* [préface de Georges Tapinos], (Coll. Perspectives de l'économie, les fondateurs) Calmann-Lévy, Paris, 1972.

Jean-Baptiste Say (1767-1832) est à la fois un des principaux représentants français du libéralisme économique et le créateur de l'enseignement de l'économie en France. Son traité réimprimé par les éditions Calmann-Lévy peut être considéré comme le premier manuel d'économie politique ; des générations d'étudiants s'y sont formées. L'on a longtemps tenu Say pour peu original, le réduisant à un vulgaire répétiteur d'Adam Smith. Mais ses contemporains, Malthus, Ricardo, Sismondi, etc., ne s'y sont pas trompés, eux qui dès le début ont mené campagne pour le réfuter et le discréditer. Say n'égale évidemment ni Smith, ni ses principaux adversaires, mais son influence fut considérable et ses effets se font encore sentir.

En tant que fondateur de l'enseignement de l'économie politique, Say est le responsable de la distinction disciplinaire qui sépare l'économie de l'ensemble des sciences sociales. Comme l'écrit bien son préfacier, il « s'est efforcé de donner à la science économique un objet propre, dissociant l'étude des mécanismes de celle des struc-

tures et se refusant à poser le problème des institutions (p. XLII). Cette opération visait à « réduire l'économie à une science exclusive de toute préoccupation politique » (p. 7). Le succès fut si total que la science économique contemporaine en est encore marquée de façon exclusive.

Mais le fondement d'une telle opération ne tient pas aux seules nécessités épistémologiques dont semble se réclamer l'auteur du *Traité* ni même aux raisons structurelles ou métaphysiques qui découleraient du fait que « les richesses sont essentiellement indépendantes de l'organisation politique » (p. 7). Il s'agit plutôt de conformer l'épistémologie économique à l'idéologie libérale de l'autonomie et de la prééminence de l'économie vis-à-vis du politique et du social permettant à l'économie de ne s'affirmer que par ses lois propres. Il n'est pas étonnant alors que la première conséquence de la distinction disciplinaire soit le traitement de la production, de la distribution et de la consommation comme si aucun problème politique n'y était impliqué.

Or c'est aussi la distinction disciplinaire qui va permettre à l'économie de se formaliser et même de « décoller » de la réalité tout en s'affirmant comme une « science expérimentale ». Elle cesse par là d'être une science descriptive (pp. 7-10). Mais ici la position de Say et ses conséquences sont paradoxales et ironiques. En effet, son ignorance des mathématiques l'amène à combattre la traduction statistique que Ricardo donne de l'économie pour s'attacher aux faits généraux qu'il doit alors simplifier pour les expliquer sous forme de modèles, les préparant ainsi à la formalisation algébrique. Comme le remarque bien Georges Tapinos, « la démarche de Say conduit en définitive, au même titre que l'approche ricardienne, à jeter les fondements d'une science économique formalisée, très détachée du réel » (p. X). Les bases de la science économique, mais aussi ses insuffisances, se trouvent ainsi définitivement posées.

À ceci il faut ajouter le postulat du progrès que Say soutient en tant que représentant des lumières. La connaissance rationnelle, par sa seule cohérence logique suffit pour rendre compte du réel et assurer les conditions d'un mouvement qualitatif toujours cumulatif. De là à conclure, comme le fait Say, à l'équilibre général du système économique il n'y a qu'un pas. « L'offre globale et la demande effective sont nécessairement égales » (p. XVII). Cette loi qui va fonder la célébrité de son auteur va avoir deux conséquences. Elle permet la fondation de la Comptabilité nationale en suggérant l'articulation des agrégats (production nationale, revenu national, dépense nationale). Mais aussi elle élimine l'inégalité du champ de l'économie et rendra impossible non seulement l'explication des inégalités socio-économiques mais surtout les problèmes de l'« échange inégal » essentiel à la compréhension de l'internationalisation ou de la mondialisation de l'économie qui se prépare au temps de Say. Celui-ci sera donc responsable en très grande partie de l'impuissance du libéralisme à rendre compte de son propre développement qui devient aveugle. Là, sans doute, se trouve aussi une des causes des difficultés dans lesquelles se débat encore la science économique.

André VACHET

*Département de science politique,
Université d'Ottawa*

SINANIAN, Sylva, DEAK, Istvan et LUDZ, Peter (éds), *Eastern Europe in the 1970s*, Praeger (Special Studies International Politics and Government), New York, 1972, 260p.

Ce volume est un compte rendu non expurgé d'un colloque qui eut lieu à l'université Columbia de New York en 1971. La liste des participants est impressionnante,

soit des spécialistes américains et européens (pour la plupart, de l'Allemagne fédérale) d'une renommée établie dans le domaine des études sur l'URSS et l'Europe de l'Est. En plus de nous convaincre des avantages de la coopération internationale les organisateurs ont voulu souligner le besoin de nouvelles approches, notamment celles qui favorisent l'interdisciplinarité et l'optique après-guerre-froide (c'est-à-dire qu'il faut considérer l'Est comme des nations indépendantes et non des satellites de l'URSS).

Quoique les participants aient trouvé stimulant et enrichissant de prendre part aux discussions de ce colloque, il faut avouer qu'il nous apparaît ennuyeux et même agaçant de les relire sous leur forme livresque, en dépit de quelques intuitions stimulantes. Ennuyeux, d'une part, parce que ce recueil présente un manque d'unité, étant un pot-pourri de tables rondes, d'essais très spécialisés et de recherches très denses. On peut dire que les vertus de l'interdisciplinarité ne sont pas illustrées ici par la simple adjonction de deux chapitres historiques : celui de Peter Sugar (« Fascism in Interwar Eastern Europe ») et de V. Masty (« Spheres of Influence and Soviet War Aims in 1943 »). Les éditeurs n'ont pas fait l'effort de nous indiquer les liens supposés entre ces deux chapitres et les autres du volume ; ils n'ont pas même essayé dans l'un ou l'autre chapitres de dégager les liens entre leurs sujets et l'actualité politique de leur pays.

On ne trouve que deux articles qui pourraient mériter d'être publiés dans une revue scientifique, soient ceux d'Alfred Meyer (« Legitimacy of Power in East Central Europe ») et de Paul Shoup (« The National Question and the Political Systems of Eastern Europe »), encore qu'ils ont tous deux quelques reproches à mériter. Ainsi celui de Meyer, par ses réflexions sémantiques, n'est pas à la mesure de ses précédents ouvrages ; quant à Shoup, malgré 50 pages d'une documentation excellente, il semble avoir sous-estimé certaines questions